



Décembre 2016

La production d'agrocarburants au Guatemala

Une menace pour la souveraineté alimentaire du pays ?

Marie Dufaux



Avec le soutien de
LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT **.be**

 Rejoignez-nous sur la page
d'Entraide et Fraternité



ENTRAIDE &
FRATERNITÉ

Pour que la Terre tourne plus **JUSTE !**



La production d'agrocarburants au Guatemala Une menace pour la souveraineté alimentaire du pays ?

Au Guatemala, les monocultures de canne à sucre et de palmiers à huile africains pour la production d'agrocarburants destinés à l'exportation, augmentent considérablement. Le pays connaît dès lors une concurrence entre l'expansion de la culture du maïs, aliment de base de la population, et celles de la canne à sucre et de la palme africaine à l'origine des agrocarburants. Ces dernières affectent davantage l'agriculture paysanne locale déjà appauvrie.

Une analyse qui met en avant les enjeux soulevés par la production d'agrocarburants ainsi que les réponses apportées par la société civile.

Les agrocarburants, présentés au départ comme l'alternative durable au pic pétrolier et au changement climatique (Hermelin, Lagandre, 2009), font l'objet de controverses. Leur production soulève en effet des enjeux sociaux et environnementaux importants et interconnectés (Munting, 2010). Ainsi, il existe depuis quelques années un véritable marché mondial des agrocarburants entraînant une concurrence entre les terres destinées à l'alimentation et celles affectées à la production de combustibles ; avec pour conséquence une pression sur l'accès à la terre et une augmentation du prix des produits agricoles, menaçant dès lors le droit à l'alimentation d'une partie de la population. Cette question met ainsi en relief, voire en concurrence, deux modèles agricoles qui s'opposent : l'agro-industrie d'un côté et l'agriculture paysanne familiale de l'autre.

Aujourd'hui, les principaux pays producteurs d'agrocarburants sont les USA, l'Union Européenne, le Brésil, l'Inde, la Chine et l'Argentine. Cependant, la production au niveau mondial ne cesse d'augmenter car d'autres pays tels que la Thaïlande, la Colombie, le Guatemala sont entrés sur le marché.

Les agrocarburants : de quoi s'agit-il ?

Ils « sont obtenus grâce à la transformation de la biomasse, c'est-à-dire de l'ensemble des matières organiques qui proviennent des plantes dans lesquelles est stockée de l'énergie solaire, captée et utilisée par les plantes grâce à la chlorophylle ». (Copinschi, 2010)

En ce qui concerne les agrocarburants de première génération, il existe deux filières de production :

- La production d'éthanol qui « résulte de la production d'alcool à partir du sucre renfermé dans certaines plantes comme la canne à sucre, la betterave, le blé et le maïs ». (Copinschi, 2010 : 109)
- La production de biodiesel à partir d'huile végétale extraite notamment du tournesol, du colza, du jatropha, de palmiers, etc.

« On emploie le terme d'agrocarburants plutôt que biocarburant, car l'appellation « bio » laisserait entendre que ces carburants sont produits avec des méthodes d'agriculture biologique, ce qui n'est pas le cas ». (Griffon, 2007 : 599)



La production d'agrocarburants n'est pas sans conséquences pour l'environnement. Si leurs défenseurs (UE et USA) les présentent comme étant moins polluants en raison de « leur faible voire inexistante émission de gaz à effets de serre » (Griffon, 2007 : 599), leur production est en réalité très énergivore. La production intensive de matières premières destinées à leur fabrication nécessite une mécanisation importante ainsi que de nombreux intrants chimiques fabriqués à partir d'énergies fossiles. En outre, le processus de transformation des produits agricoles en carburant nécessite lui aussi des combustibles fossiles.

De plus, selon L'OCDE et la FAO¹, « peu d'agrocarburants sont compétitifs face au pétrole, ce qui implique que la production d'agrocarburants est davantage déterminée par les politiques énergétiques des pays développés que par les prix du pétrole » (Hermelin, Lagandre, 2009 : 74). Rappelons que l'Union Européenne (UE), a adopté une directive en 2009 prévoyant d'atteindre 10% d'énergie provenant des agrocarburants d'ici 2020². Face à cet objectif, l'UE voit ses sols insuffisants et se tourne alors vers les pays extracommunautaires, comme le Guatemala, et les incite à produire des agrocarburants en vue de les introduire sur le marché mondial. Ces importations sont facilitées par les Accords de libre-échange d'Amérique Centrale (CAFTA). (Hurtado, 2010 et Munting, 2010).

¹ Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

² En 2015, une précision est apportée à cet engagement : « D'autres méthodes pour atteindre l'objectif sont la réduction de la consommation d'énergie – qui est absolument nécessaire parce qu'il sera sans doute de plus en plus difficile d'atteindre durablement l'objectif contraignant d'un pourcentage d'énergie produite à partir de sources renouvelables si la demande globale d'énergie pour les transports continue d'augmenter – et l'utilisation d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables » (<http://www.europarl.europa.eu>).

³ <http://grepalma.org>

Par conséquent, la tendance des politiques internationales et régionales de l'Amérique Latine, de l'Union Européenne ou encore des Etats-Unis ainsi que les politiques nationales du Guatemala semblent être en faveur de la production d'agrocarburants. « *Mais dans tous ces programmes et politiques régionales et gouvernementales, le sujet qui reçoit le moins d'attention, voire aucune, c'est la problématique sociale et environnementale immergée dans ce nouveau modèle agro-industriel* » (Solano, 2008).

Quels enjeux soulève la production d'agrocarburants ?

1. L'accès à la terre menacé

La culture de palmiers à huile africain a considérablement augmenté ces dernières années, passant de 20 000 hectares en 2005 à 130 000 hectares en 2014³. Le Guatemala prévoit, d'ici à 2017, de consacrer 150 000 hectares à la culture de palme et devenir l'un des plus importants producteurs d'agrodiesel (Solano, 2008).

La superficie des cultures de canne à sucre a quant à elle doublé en 15 ans - de 5,5% à 11% - (Alonso Fradejas, 2007).

Une des conséquences de l'expansion des cultures énergétiques est donc un phénomène d'accaparement des terres par les gros inves-



tisseurs publics et privés nationaux et étrangers. En effet, cette concentration de terres se fait souvent au détriment des communautés locales dépourvues de titres fonciers reconnus, occupant pourtant ces terres depuis des générations (Hermelin, Lagandre, 2009). Soulignons que les droits fonciers des petits producteurs sont moins protégés par les dispositions nationales et internationales, contrairement à ceux des gros exploitants nationaux et étrangers. Ainsi, en raison des rapports de force inégaux, les petits paysans ne font pas toujours le poids face à l'Etat et aux grandes entreprises pour revendiquer d'une part, leurs droits fonciers et d'autre part, des politiques agricoles qui leur seraient favorables (Anseeuw, 2012). Les paysans à la recherche de rentrées financières se voient contraints de vendre leurs terres et de se faire engager dans les plantations, ou de cultiver eux-mêmes les matières premières énergétiques afin de s'insérer dans la chaîne de production des agrocarburants (Solano, 2008). Cependant, *«là où les communautés sont dépossédées de leurs terres à grande échelle, elles perdent non seulement leurs moyens de subsistance, mais également leur plus grand avoir en capital»* (Anseeuw, 2012 : 5). Dans ce sens, Laura Hurtado, sociologue guatémaltèque⁴, nous dit :

«Ce qui est en train de se passer, c'est une détérioration très rapide et une diminution brutale de

la souveraineté et de la sécurité alimentaires du Guatemala, et plus particulièrement de la population la plus vulnérable et la plus pauvre. Même quand c'était des villages pauvres, très pauvres, grâce à la propriété de la terre, ils avaient accès au minimum aux céréales de base. (...) Quand ils perdent la terre et la remettent aux mains des propriétaires des plantations, ils perdent tout. Nous avons vu aussi que l'entreprise n'emploie pas la population qu'elle laisse sans terre. Elle emploie principalement les jeunes et ce, durant des périodes déterminées de l'année. Ce n'est pas un travail sûr, ni bien payé, ni stable et sans avantages légaux».

Face à ce phénomène, l'Etat du Guatemala, ainsi que les organisations internationales se positionnent en faveur de l'agro-industrie et des usines de transformation en accélérant les processus d'acquisition de terres à grande échelle en accordant des avantages fiscaux, techniques et administratifs, favorisant dès lors les monocultures de palmiers à huiles africain et de canne à sucre. En effet, l'Etat guatémaltèque soutient financièrement l'acquisition de terres, pourtant récemment régularisée à la suite de la signature des Accords de Paix en 1996, pour la production d'agrocarburants. L'Etat aurait pourtant dû accompagner les régularisations de terres des communautés locales par des *«(...) politiques complémentaires – de soutien et d'as-*

⁴HURTADO Laura, 2010, «Guatemala en el mercado global de agrocombustibles», El Observador, Guatemala, pp. 73-83.

sistance technique à la production, au financement et à la commercialisation – qui auraient dû assurer la viabilité de ces parcelles appartenant aux cultivateurs» (Hurtado, 2010 : 82). Les petits producteurs auraient peut-être ainsi pu éviter de devoir vendre leurs terres. (Hurtado, 2010)

La question de l'accès à la terre ne se limite pas aux agrocarburants mais s'étend également à l'exploitation minière et hydroélectrique, importante au Guatemala. Cette situation met l'accent sur la faiblesse de l'Etat dans la protection des droits fonciers des petits agriculteurs et « *la nécessité d'un renforcement du rôle de l'état (...) lequel doit encadrer strictement les investissements dans le secteur agricole.* » (Hermelin, Lagandre, 2009)

En favorisant les grandes exploitations agro-industrielles, les Etats accentuent les rapports de force défavorables aux petits paysans. Olivier De Schutter, ancien Rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, insiste sur des investissements et un modèle agricole favorables aux populations démunies afin de lutter contre la pauvreté et la faim, et non pas des investissements dont les bénéfices restent confinés aux mains d'une minorité. Cela éviterait de déplacer le problème par des mouvements de migration des campagnes vers les villes et de risquer d'augmenter le chômage urbain. Le meilleur moyen de lutter contre l'accaparement des terres est d'adopter des directives internationales concernant la gestion foncière des terres et dont l'application devrait être obligatoire et contrôlée pour tout Etat les adoptant. Selon lui, il faut privilégier l'accès à la terre des petits paysans, pêcheurs et éleveurs locaux, avant les grands investisseurs. Il précise que « *la redistribution des terres ne suffit pas; elle doit être accompagnée d'efforts parallèles pour soutenir plus largement les bénéficiaires* » (De Schutter, 2011).

2. La souveraineté alimentaire mise en péril

A la suite des plans d'ajustement structurels marqués par des politiques de libéralisation des produits agricoles, les paysans connaissent une crise du secteur agricole ; ce qui a des répercussions sur l'accès à la nourriture. Ils doivent faire face à la volatilité des prix des céréales de base



(Solano, 2008). Cependant, depuis quelques années, cette volatilité s'est accrue et s'accompagne également d'une hausse importante des prix des produits agricoles, menaçant dès lors le droit à l'alimentation d'une partie de la population. Les causes de cette hausse des prix sont multiples et diverses, telles que les aléas climatiques, la spéculation autorisée sur les produits agricoles, l'absence de stocks, les mauvaises récoltes ou encore le développement de la production d'agrocarburants (Daviron, 2012).

L'expansion des cultures énergétiques au Guatemala dans un contexte où les terres cultivables disponibles sont limitées, représente donc un danger pour le droit à l'alimentation du pays (Polet, 2011). En effet, une demande trop grande d'agrocarburants diminuera l'accès aux aliments pour la population, car une pression accrue sur les ressources naturelles et les terres cultivables



disponibles, se fera sentir (Hurtado, 2010). Le Guatemala connaît en outre une « *poussée de l'agriculture industrielle d'exportation, à laquelle contribue l'expansion de canne à sucre et des palmiers à huile, [qui] tend à aggraver non seulement la dépendance alimentaire externe du pays, mais aussi les taux de dénutrition chronique extrêmement élevés enregistrés dans les régions paysannes et indigènes* » (Duterme, 2010 :23). Rodolfo Mencos, Coordinateur de programmes écologiques, (SAVIA), nous dit d'ailleurs :

« *Les pays développés comme l'Europe et le Nord de l'Amérique ont un besoin d'énergie. Mais dans les pays pauvres, les producteurs de matières premières ont une nécessité de nourriture, d'alimentation et de santé. Et pour satisfaire une demande énergétique, nous sommes en train de retirer toutes les conditions qui permettent aux habitants de produire des aliments.* »

Il faut résoudre la situation grâce à des politiques agricoles nationales tournées vers le marché et la production locale, et « *faciliter l'accès des producteurs pauvres aux crédits, aux intrants et aux marchés* » (Polet, 2011 : 22). En ce sens, la souveraineté alimentaire ne sera garantie que par l'adoption de nouvelles mesures, se dégageant des orientations générales de ces dernières décennies comme la libéralisation du commerce des produits agricoles promue par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Il est nécessaire de rétablir les stocks mondiaux de régulation des prix, de favoriser un modèle de production agricole écologique, ou encore de freiner la demande toujours croissante de cultures pour produire entre autres des agrocarburants. Cela s'accompagnerait notamment d'une taxation sur la production d'agrocarburants. (Daviron, 2012)

3. Des conséquences néfastes pour l'environnement

Ce ne sont pas les plantes elles-mêmes qui sont néfastes pour l'environnement, mais bien les intrants chimiques qu'elles nécessitent pour leur production. Au Guatemala, les cultures de palmiers à huile africains ont spécialement besoin de beaucoup de fongicides, herbicides, etc. avec pour conséquences la pollution de l'eau, des sols, des problèmes de santé chez les travailleurs dans les plantations, et des émissions de gaz à effets de serre (Solano, 2008). Le bilan énergétique de la production d'agrocarburants n'est pas positif car pour « *chaque tonne d'huile*





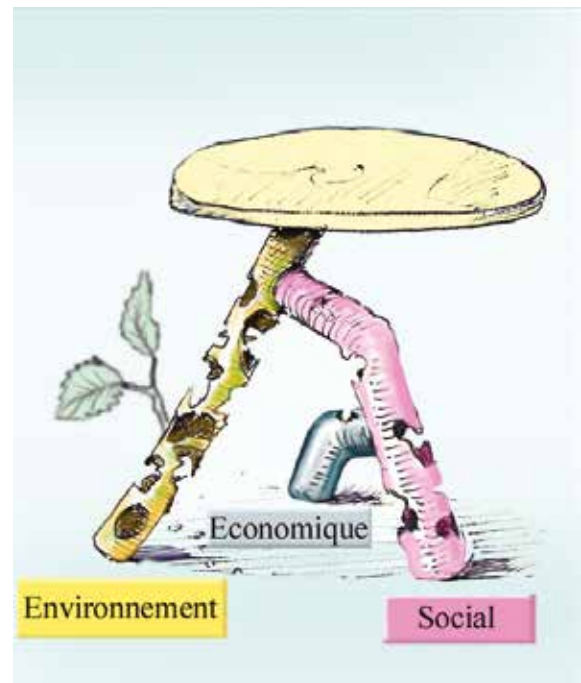
de palme produite, 33 tonnes de CO2 seraient dégagées dans l'atmosphère, soit 10 fois plus que pour le pétrole. Et dans le meilleur des cas, l'éthanol réduit seulement de 13% les émissions néfastes par rapport à l'essence» (Alonso Fradejas, 2007).

Ainsi, le bilan énergétique, si l'on tient compte de l'ensemble des étapes de production d'agrocarburants, n'est pas nul. Par conséquent, l'utilisation intensive des ressources naturelles entraîne une perte de la biodiversité des sols, et la disparition de certaines espèces d'animaux. Les mouvements écologistes tirent d'ailleurs la sonnette d'alarme (Griffon, 2007).

Les ressources de la planète sont pourtant limitées, telles que les ressources solaires, les terres cultivables, l'eau, le pétrole, etc. Les surfaces de terres agricoles ne sont pas suffisantes pour remplacer l'ensemble de notre consommation d'énergie fossile par de l'énergie renouvelable telle que la biomasse et plus précisément l'utilisation d'agrocarburants. Une autre solution avancée est l'hydrogène (Griffon, 2007). Cependant, pour le produire, il faut de

l'électricité. Et d'après Rob Hopkins (2011)⁵, pour faire rouler l'ensemble des voitures d'Angleterre, il faudrait 67 centrales nucléaires pour produire l'hydrogène nécessaire. Une sortie par voie technologique semble donc compromise. **Un changement de comportements des pays industrialisés est donc indispensable si l'on veut réduire la demande et la consommation d'énergie, à condition d'avoir des politiques publiques adéquates afin de s'adapter à ces changements.**

Quelles réponses de la société civile ?



Certaines associations paysannes guatémaltèques se positionnent essentiellement contre la production massive d'agrocarburants, dénonçant les répercussions sociales et environnementales néfastes et portent, par des interpellations politiques, des revendications pour contrer les répercussions négatives sur les petits paysans et les communautés locales. Citons quelques associations :

- **La Pastorale de la Terre de San Marco**, des associations paysannes et sociales, telles que **Comité de Unidad Campesina (CUC)** et

⁵Initiateur du mouvement des villes Transition et auteur du « Manuel de Transition ».



la **Plataforma Agraria**, se mobilisent contre le détournement de l'eau au profit de la production d'agrocarburants, au détriment des communautés locales qui se trouvent en pénurie d'eau lors des périodes de sécheresse et se voient inondées durant les périodes de fortes pluies (Hurtado, 2010). La **Pastorale de la Terre Nationale** dénonce également les pressions qui s'exercent sur les familles paysannes afin qu'elles vendent leur terres à des entreprises productrices d'agrocarburants (Solano, 2008).

- **SERJUS**, partenaire d'Entraide et Fraternité, s'oppose également la production d'agrocarburants. L'association espère que l'appui et l'encadrement des communautés « contribue à l'unité des mouvements sociaux et politiques afin de permettre l'accumulation d'une force capable d'impulser des changements significatifs dont le pays a besoin ». ⁶
- **CONGCOOP**, coordination d'ONG et de coopératives, agit principalement dans l'objectif de l'application des Accords de Paix de 1996 qui prévoient notamment l'accès à la terre et le

respect des droits socioéconomiques à travers l'Accord sur les Aspects Socioéconomiques et la Situation Agraire (ASESA). La coordination a pour action transversale le dialogue politique auprès des pouvoirs publics au nom de toutes les associations membres, ainsi que la production de publications pour analyser et évaluer les politiques publiques et proposer des alternatives.

- **La Coordination Nationale Indigène et Paysanne (CONIC)**, coordination défendant l'accès à la terre des paysans, s'est mobilisée pour dénoncer la spoliation, parfois violente, de terres de nombreuses familles de Telemán (Solano, 2008). Un des principaux objectifs de la coordination est « *d'obtenir et de récupérer la terre mère à travers la réforme agraire et la défense du territoire, de luttes revendicatives et de l'exécution intégrale des Accords de Paix et des conventions internationales ratifiées par le Guatemala, comme un moyen de transformation sociale et de meilleures conditions d'égalité, avec des titres collectifs de propriété incluant les hommes et les femmes* ». ⁷

⁶ <http://www.serjus.org>

⁷ <http://www.mayaconic.org>

Conclusion

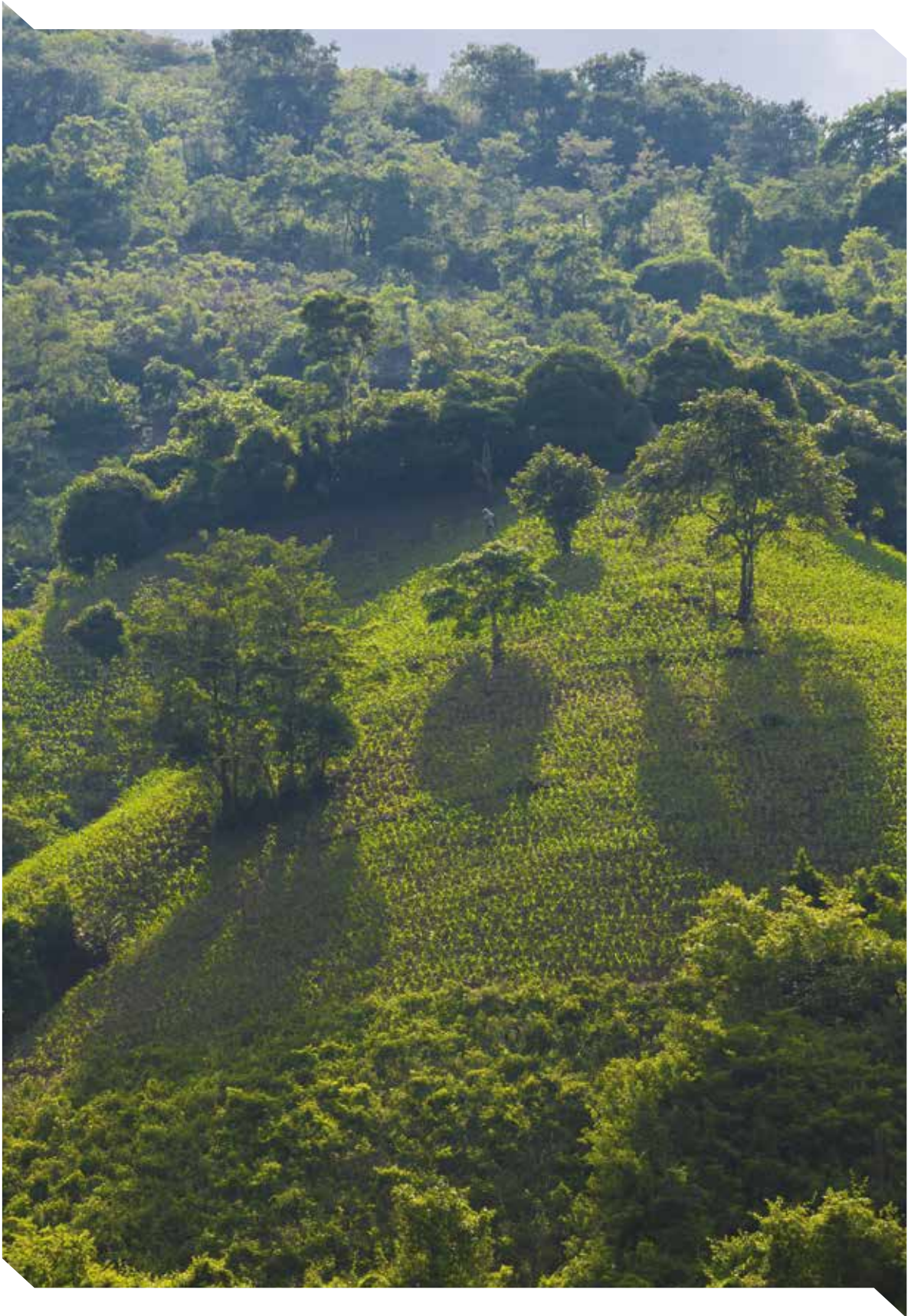
Force est de constater que l'expansion des cultures énergétiques agricoles s'effectue **au détriment de l'accès à la terre et du droit à l'alimentation des paysans du Sud ainsi que de la protection de l'environnement**. De nombreux mouvements paysans du Sud – dont les Guatémaltèques – pensent qu'elle représente surtout un nouveau moyen d'accumulation capitaliste pour l'agrobusiness.

Malgré les rapports d'alerte de certaines coordinations d'ONG guatémaltèques sur les répercussions de la production d'agrocarburants, il semble ne pas y avoir de réelles politiques publiques questionnant cette production. Ces politiques favorisent la production de cultures énergétiques dans le cadre d'un marché mondial des agrocarburants complètement dérégulé qui ne tient pas compte des droits humains

Il reste que bon nombre d'organisations paysannes au Nord comme au Sud se mobilisent afin de dénoncer l'expansion de la production d'agrocarburants au détriment des droits humains et du soutien à l'agriculture paysanne familiale. Ils exigent que soient concertées les populations et placent le combat au sein d'un enjeu plus global qui est celui de l'accès à la terre et son contrôle *« par les personnes qui la travaillent. »*







Bibliographie

ALONSO FRADEJAS Roberto, 2007, « Agrocombustibles, soberanía alimentaria y el derecho humano a la alimentación : Un triangulo dialectico de poderes », International Land Coalition, CONGCOOP, Guatemala, pp.1-24.

[URL : http://americalatina.landcoalition.org/sites/default/files/CONGCOOP_Agrocombustiblessoberaniaalimentariayddalimentacion.pdf - Consulté le 20/04/12]

ANSEEUWARD, et al. 2012, « Les droits fonciers et la ruée sur les terres : résumé. Conclusion du projet de recherche sur les pressions commerciales sur les terres dans le monde », International Land Coalition, pp.1-12.

[URL : http://www.landcoalition.org/sites/default/files/publication/1205/GSR%20summary_FR.pdf, Consulté le 14/05/12]

CONGCOOP, 2011, « Ejes estratégicos y rol político »

[URL : <http://www.congcoop.org.gt/nuestro-trabajo/5-ejes-estrategicos-y-rol-politico.html>, Consulté le 21/05/12.]

COPINSCHI Philippe, 2010, *Le pétrole, quel avenir ?*, De Boeck, Bruxelles.

DAVIRON Benoit, 2012, « Hausse des prix et sécurité alimentaire mondiale. Les ruptures nécessaires », Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), Perspective, sécurité alimentaire, n°15, pp.1-4.

[URL : <http://www.cirad.fr/content/search?SearchText=les+ruptures+n%C3%A9cessaires>, Consulté le 14/05/12]

DE SCHUTTER Olivier, 2011, « Vulnerable land users must be protected by international guidelines - UN expert urges Rome summit »

[URL : <http://www.srfood.org/index.php/fr/component/content/article/1664-vulnerable-land-users-must-be-protected-by-international-guidelines-un-expert-urges-rome-summit>, Consulté le 14/05/12]

DUTERME Bernard, 2010, « Conditions et impacts de l'expansion des agrocarburants au Guatemala, rapport d'étude de cas ». Etude commanditée au Centre Tricontinental par la Direction Générale de l'Environnement du SPF belge Santé Publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement, p.23.

GRIFFON Michel, 2007, « Produire des aliments ou du carburant ? », Etudes, 2007/8 Tome 407, p.599.
[URL : <http://www.cairn.info/revue-etudes-2007-12-page-597.htm>, Consulté le 09/04/12]

¹⁸ Communiqué de l'association MOJOCA, <https://www.entraide.be/Victoire-du-peuple-maya-et-des>, consulté le 07.11.2016.

HERMELIN Bénédicte et LAGANDRE Damien, « Les agrocarburants : menaces ou opportunités pour les agricultures familiales ? », *Ecologie & politique*, 2009/1 N°38, p.69-77.
[URL : <http://www.cairn.info/revue-ecologie-et-politique-2009-1-page-69.htm>, Consulté le 12/04/12]

HURTADO Laura, 2010, « Guatemala en el mercado global de agrocombustibles », *El Observador*, Guatemala, pp.73-83.

MUNTING Monique, 2010, « Evaluation de l'impact de l'expansion des cultures pour biocarburants dans les pays extracommunautaires », Etude commandée au CETRI par la Direction Générale « Environnement » du Service Public Fédéral Belge, pp.1-13.

POLET François, 2011, « Expansion des agrocarburants au Sud : dynamiques et impacts » in DUTERME Bernard (Dir.), *Agrocarburants : impacts au Sud ?*, Syllepse, Paris (Coll. Alternatives Sud), pp.7-30

SOLANO Luis, 2008, « Reversión productiva y agrocombustibles : la nueva acumulación capitalista en el agro guatemalteco », *El Observador*, Guatemala, n°14, pp. 31-61.

http://www.mayaconic.org/index.php?option=com_content&view=category&layout=blog&id=13&Itemid=20, Consulté le 22/05/12.

<http://www.serjus.org.gt/2014/index.php/sistema-de-formacion-politico-pedagogica-de-educacion-popular/debates-y-reflexiones/14-reflexiones-en-torno-al-trabajo-con-poderes-locales-debidades-y-fortalezas>

<https://vimeo.com/5160616> - consulté le 29 juin 2016.

http://grepalma.org/index.php?option=com_content&view=article&id=82&Itemid=117 - consulté le 30 juin 2016.

http://www.europarl.europa.eu/atyourservice/fr/displayFtu.html?ftuld=FTU_5.7.4.html - cconsulté le 1er juillet 2016.

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=REPORT&reference=A8-2015-0025&format=XML&language=FR> - consulté le 26 octobre 2016



ENTRAIDE &
FRATERNITÉ

Pour que la Terre tourne plus **JUSTE** !

Entraide et Fraternité

32 rue du Gouvernement Provisoire
1000 Bruxelles
02 227 66 80 | entraide@entraide.be
www.entraide.be

Rédaction Marie Dufaux

Relecture Maxime Caudron

Mise en page Média Animation asbl

Photos Shutterstock.com, Entraide et Fraternité

Editeur responsable

A. Simonazzi - 32 rue du Gouvernement Provisoire - 1000 Bruxelles